

**1**Edito de  
Guillaume Balas**2**Enjeux nationaux:  
Education et banlieues**3**Municipales 2008:  
Le grand Paris**4**3 questions à  
Virginie Daspét

## Qui nous sommes

Ce qui nous anime : changer de politique et changer la politique. Les constats sont connus : la mondialisation économique et financière, la révolution de l'information ont totalement modifié les rapports de force économiques, et profondément déstabilisé nos sociétés, sans que les forces politiques de gauche, en France et en Europe, n'aient su réellement faire émerger de politiques à la hauteur.

Pour nous, le PS doit encore porter un projet de transformation sociale, d'égalité, de justice et de démocratie. Et c'est parce que nous considérons qu'il faut analyser en toute lucidité les ravages du libéralisme et du capitalisme sur nos économies et nos sociétés, l'échec de l'Europe, la crise de la démocratie et du socialisme, parce que nous nous refusons à nous résigner au monde tel qu'il va, parce que le PS n'est pas à la hauteur de ces attentes, que NPS existe.

Redonner un souffle à l'idée de progrès économique et social pour gagner les combats électoraux à venir, voilà ce qui nous anime.

## Calendrier

**Elections  
municipales et cantonales**

**9 mars:** 1<sup>er</sup> tour  
**16 mars:** 2<sup>e</sup> tour

## Nous contacter

**Blog :**  
[reinventerlagauche.over-blog.com](http://reinventerlagauche.over-blog.com)

**E-mail :**  
[nps75@nouveau-ps.org](mailto:nps75@nouveau-ps.org)

**Site national :**  
[www.nouveau-ps.org](http://www.nouveau-ps.org)



## Le socialisme, la vraie modernité

Par Guillaume Balas, mandataire NPS de Paris



**Paris** est en campagne, comme le reste du pays. 36000 élections différentes et sans portée nationale ? Ce sera la thèse de tous ceux qui auront et ont intérêt à dépolitiser ce moment citoyen. Pourtant, huit mois après l'élection de l'hybride président de la République, curieuse chimère alliant le guignol de Bonaparte et l'immaturation d'un collégien, le paysage change, en surface comme en profondeur. Pour les commentateurs le mal a un nom, et brûlant ce qu'ils ont adoré, Nicolas Sarkozy serait la source de tous les péchés. Certes, le président de la République étonne par son manque de cohérence, son égocentrisme et son insouciance ; il inquiète aussi par son étrange légèreté à manipuler les thèmes les plus sensibles. Mais s'arrêter là pour la Gauche, c'est refuser de montrer qu'au-delà d'un individu et une pratique du pouvoir, c'est une politique qui est vouée à l'échec, en France comme ailleurs.

Quatre défis mondiaux majeurs nous attendent dans les prochaines années : nourrir la population ( l'augmentation des prix alimentaires n'étant que le prélude à une situation tendue), réguler les changements climatiques au rythme angoissant, construire un système économique mondial stable et juste, combattre la formidable explosion des inégalités, concentrant tous les pouvoirs dans les mains d'une petite minorité. Qui peut croire que le néo-libéralisme soit un instrument pertinent pour donner une réponse à ces lourdes questions ? Qui peut penser que la concurrence des agents économiques soit la réponse aux interrogations de l'heure ? Comment imaginer qu'une vague gauche rose pâle ayant admis tous les axiomes économiques et sociaux de la droite puisse offrir un chemin crédible ? On ne peut rester vingt ans en arrière, ancré dans des problématiques qui n'ont pas de sens, qui ne saisissent pas la phase d'instabilité profonde dans laquelle est entrée le capitalisme mondialisé. Le premier acte pour nous militants parisiens est simple : offrir à la Gauche une belle victoire en redonnant un deuxième mandat essentiel pour notre ville à Bertrand Delanoë ; Paris, les socialistes parisiens peuvent être, doivent être, un des ferments à la reconstruction de notre camp.

### Éducation nationale : État des lieux après la grève du 24 janvier 2008

**De** 2002 à 2007, les attaques de la droite dans le domaine de l'Éducation ont porté essentiellement sur la question des moyens. Il s'agissait d'abord de supprimer des postes pour des raisons budgétaires en prétextant une baisse du nombre d'élèves, pourtant largement compensée par les départs en retraite des enseignants baby-boomers. A la rentrée de 2008, ce seront ainsi près de 30000 postes d'enseignants qui auront été supprimés depuis 2002, alors que les socialistes prévoient au contraire un plan pluriannuel de recrutement.

Les conséquences sont nombreuses : le nombre d'heures enseignées diminue et la plupart des établissements, même classés, ont maintenant des horaires-planchers dans toutes les matières ; dans de nombreuses académies, la gestion des effectifs se fait à flux tendu et les remplacements ne sont plus assurés ; la montée de la violence dans les établissements du secondaire est directement liée à la baisse de la présence des adultes.

#### **Des attaques nouvelles contre le métier d'enseignant depuis 2007.**

Les rapports se succèdent et sont tous porteurs des mêmes attaques contre le métier d'enseignant. Un seul exemple, la volonté de renforcer l'autonomie des établissements conduit à rendre les profs dépendants des principaux, aussi bien dans le domaine pédagogique que dans la gestion des carrières et des conditions de rémunération. A cet égard, le nouveau rapport Pochard, censé améliorer

et revaloriser la condition enseignante, ne fait que confirmer ces craintes. Il insiste sur la rémunération au mérite, incite les profs à cumuler les heures supplémentaires et les heures de présence dans les établissements, et cherche à leur faire accepter des tâches qui ne relèvent pas de leurs compétences et de leur statut : surveillance des élèves, tâches administratives, soutien scolaire... Or, une étude récente du ministère a montré qu'un prof travaille en moyenne 39 h par semaine, dans le cadre d'une charge de cours de 18 h.

Par ailleurs, sur la question du pouvoir d'achat en constante baisse des enseignants, le gouvernement aujourd'hui ne propose de revaloriser le point d'indice qu'à hauteur de 0.8% cette année, ce qui ne permet même pas de compenser l'inflation.

#### **La question transversale de l'Éducation prioritaire.**

Le gouvernement s'emploie aujourd'hui à masquer l'état d'urgence et à nier la montée de la violence dans les quartiers difficiles, alors qu'elle est directement liée à la suppression des moyens humains et à une atmosphère de rejet complet de l'État sous toutes ses formes. Les rectorats en sont réduits à faire pression sur les chefs d'établissement pour minimiser les problèmes, limiter les conseils de discipline et la remontée des incidents graves.

La seule réponse concrète du gouvernement consiste à organiser de « l'accompagnement éducatif » dans certains établissements. Ce dispositif de soutien scolaire est cependant trop

ponctuel, et comme il se fait sur la base du volontariat des élèves, son efficacité reste limitée.

Enfin, la mise en place du fichage des élèves, à relier avec la détection précoce de la délinquance, confirme bien les enseignants dans l'idée qu'on leur demande maintenant de faire du contrôle social dans les banlieues.

Pourtant, aucune politique de la ville, aucun « plan banlieue » ne peut réussir sans une véritable ambition de relancer l'éducation prioritaire. Dans de nombreux quartiers, le collège est le dernier service public qui reste, la seule présence de la République. Or, la concentration de difficultés sociales et familiales dans ces quartiers exige de mettre en place des structures particulières : classes à 15 élèves, généralisation des classes relais pour les élèves en grande difficulté et en décrochage, soutien scolaire obligatoire pour certains le soir (sous forme d'internats externalisés par exemple), dispositifs stables pour les élèves non-francophones...

Avec la suppression de la carte scolaire, les stratégies d'évitement se multiplient et il est à craindre que les problèmes ne s'accroissent dans les établissements les plus difficiles qui n'auront bientôt plus que des élèves en décrochage scolaire. La rentrée 2008 promet...

Bastien Recher (BF Paris 11<sup>e</sup>)

## L'organisation de la zone centrale, un enjeu politique majeur

**Comme** d'habitude, Nicolas Sarkozy croit allier démarche d'avenir et « coup » politique en tentant un coup de force concernant l'organisation territoriale de l'Ile de France. Dès son discours de Roissy, le Président a annoncé une réforme rapide des institutions territoriales de notre région, avec comme objectif la création d'un « Grand Paris », c'est-à-dire d'une communauté urbaine institutionnalisée. Nicolas Sarkozy a ainsi plusieurs objectifs. Le premier est de démontrer son volontarisme et sa capacité « visionnaire », le deuxième est de placer la Ville de Paris et la Région Ile de France en opposition et donc d'affaiblir la gauche francilienne, le dernier est de rendre Bertrand Delanoë minoritaire politiquement dans une organisation pan-parisienne où la Droite serait majoritaire. Las, comme souvent, les annonces étaient précipitées, mal préparées techniquement et politiquement et nous assistons à un gel des ambitions présidentielles, sans doute devant la fatigue des élus UMP de la proche couronne n'ayant aucune envie de perdre une grande part de leurs prérogatives. Pourtant, si Sarkozy est tombé de sa planche de surf, la vague existe bien et la question de l'organisation de la zone dense et centrale de l'Ile de France se pose. Notre région connaît une situation particulière du fait du nombre d'acteurs ayant une légitimité pour intervenir dans son gouvernement. Historiquement, l'Etat a eu un rôle majeur d'amé-

nagement et de réflexion stratégique ; les départements sont un cadre de référence au-delà de Paris ; les communes et agglomérations ont une visibilité forte auprès des citoyens ; la Région monte en puissance depuis une dizaine d'années. Aussi, alors que la situation institutionnelle est complexe, notre région est également confrontée aux conséquences du développement actuel du capitalisme mondialisé : urbanisation anarchique, ségrégation et montées des inégalités spatiales, pollutions, insécurité. Face à l'éclatement territorial que nous connaissons, plusieurs stratégies sont possibles. On peut tout d'abord conserver l'anarchie institutionnelle actuelle ; la pratique du co-financement et le manque de clarté des compétences respectives rendent illisibles les objectifs et handicapent l'Ile de France au niveau européen et mondial. La deuxième possibilité est le schéma inverse, c'est-à-dire choisir un ou deux acteurs comme chefs de fil principaux au détriment de tous les autres. Pour séduisante qu'elle soit, cette perspective est sans doute vouée à l'échec : la coalition des « perdants » sera assez forte pour faire échouer un réaménagement brutal. Ainsi, nous sommes condamnés à la pédagogie par le mouvement et l'incitation. Il faut savoir organiser des convergences fortes et des concertations par projet, la question institutionnelle ne pouvant être que le produit des besoins.

En cela, le projet de Paris-Métropole de la liste de gauche conduite par Bertrand Delanoë à Paris est



une perspective intéressante et crédible. En effet, il préfigure un processus plus qu'un achèvement et repose sur deux axes nécessaires : l'association maximale de l'agent majeur d'organisation de l'Ile de France qu'est la Région et un travail d'élaboration par les élus locaux eux-mêmes concernant les problèmes spécifiques de la zone centrale. Dans le même temps, la Région a organisé une vaste réflexion concernant le gouvernement de l'Ile de France où il apparaît que l'institution régionale est le meilleur acteur pour réduire les inégalités territoriales au niveau régional. La Gauche a donc devant elle la responsabilité historique de tracer un chemin clair à notre région, il faudra savoir utiliser intelligemment les outils politiques que nous maîtrisons pour les rendre opérant de manière optimum. Pour éviter que des atouts trop nombreux nous mènent à des oppositions stériles de structures, il nous faut sans doute réfléchir aux différentes échelles géographiques d'intervention en donnant à chaque institution une vraie capacité à agir.

## ...Virginie Daspet, candidate dans le XX<sup>e</sup> arrondissement

**Ces élections municipales 2008 vont t'amener à exercer ton premier mandat électif. Que cela signifie-t-il pour toi et que souhaites-tu faire de ton mandat ?**

Avec mes 36 ans, j'ai fêté les 20 ans de ma première prise de carte au parti. Même si mon parcours militant est atypique, je pense avoir atteint « l'âge de raison politique ». A ce jour, ne soyons pas présomptueux : aucun mandat n'est acquis. Disons simplement que je m'attacherai à mériter la confiance que les militants du 20<sup>e</sup> et plus particulièrement du NPS m'ont accordée.

**Quels sont selon toi les défis majeurs auxquels devra faire face la nouvelle équipe municipale sous cette mandature ?**

Le premier défi sera peut-être d'être à la hauteur de la première mandature Delanoë : après avoir incarné le renouveau, le « changement d'ère » auquel les parisiens aspiraient. Il va falloir être inventifs pour être à la hauteur des attentes des citoyens. A mes yeux, notre priorité doit aller à la politique du logement car elle est une clé pour maintenir la mixité sociale. Cela doit se traduire par la création et la réhabilitation de logements sociaux mais pas seulement : aujourd'hui, nombre de salariés et plus particulièrement de jeunes actifs, y compris issus des classes moyennes,



peinent à trouver un logement à prix décent, un loyer qui ne grève pas trop leur pouvoir d'achat ou plus exactement leur « reste à vivre ». Si l'on ne veut pas voir Paris vieillir ou se « bobohiser », il est important d'agir volontairement et rapidement.

Le deuxième axe serait de promouvoir la qualité de vie de manière générale : extension des services publics, développement durable que ce soit en termes économiques ou environnementaux, démocratisation de l'accès à la culture et aux sports...

**Le 16 mars prochain, tu devrais être élue sur la liste du 20<sup>e</sup>, un arrondissement périphérique. Comment comptes-tu faire valoir les problématiques spécifiques de cet arrondissement au sein du Conseil de Paris ?**

En tant qu'élue du 20<sup>e</sup>, je serai forcément attentive à ce que la politique de rééquilibrage des investissements vers l'Est parisien perdure. De par sa situation géographique, le 20<sup>e</sup> arrondissement va s'inscrire au cœur du projet Paris Métropole. Comme j'ai accompli toute ma scolarité dans le 93, c'est un sujet auquel je suis particulièrement sensible. La couverture du périphérique à la Porte de Montreuil sera un événement majeur : au-delà des aspects sociaux, économiques et écologiques, c'est une frontière symbolique, empreinte de stigmatisations, qui va tomber.

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : ..... CP : ..... Ville : .....

Email : .....@..... Tél : .....

Fédération : ..... Section : .....

- Je souhaite recevoir des informations sur le Nouveau Parti Socialiste
- Je souhaite être contacté par le Nouveau Parti Socialiste
- Je souhaite soutenir le Nouveau Parti Socialiste (chèque à l'ordre du Rassemblement des Progressistes Européens)

Coupon à renvoyer à RPE, à l'attention de Roberto Romero  
bureau 8104, 233 boulevard saint Germain, 75355 Paris 07 SP